

## M23 en RDC : Tshisekedi, Kagame, Ruto et l'Union de l'EAC au Burundi

Jeune Afrique, 4 février 2023 Les dirigeants des pays de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) se sont réunis ce samedi en sommet extraordinaire à Bujumbura pour discuter de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC. Le président de la RDC, Félix Tshisekedi participe, ce samedi 4 février, à une réunion de l'Union de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC, constituée de sept pays), qui a déployé une force dans l'est congolais contre les rebelles du M23 pour gagner du terrain. « Programme : Évaluation de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo et perspectives », a tweeté l'EAC vendredi en annonçant le sommet.

Le président Tshisekedi a été invité à cette réunion organisée par le Burundi, qui préside actuellement l'EAC, indique un peu plus tard une source diplomatique. Les chefs d'État de plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'est se réunissent en sommet extraordinaire à Bujumbura pour discuter de la situation sécuritaire en RDC. Cette réunion intervient en pleine recrudescence des violences dans l'est du pays. Feuille de route pour la paix Dans la province congolaise du Nord-Kivu, la rébellion du M23, que Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir, s'est emparée de larges territoires riches en minerais, et elle continue d'avancer malgré une feuille de route pour la paix conclue à Luanda, en Angola, en juillet 2022. Plusieurs initiatives diplomatiques ont été lancées pour faire taire les armes et apaiser les tensions, en vain jusqu'à présent. « Les discussions devraient se concentrer sur l'évaluation de la feuille de route de Luanda qui exigeait le retrait effectif et définitif des troupes du M23/RDF (Forces de défense rwandaises) des zones occupées avant le 15 janvier », a déclaré samedi la présidence congolaise. « Les troupes terroristes du M23 n'ont jamais quitté ces zones, au contraire le M23 et ses alliés ont élargi leurs zones d'occupation », a-t-elle ajouté. Si la RDC accuse le Rwanda de soutenir le groupe rebelle, ce qui est corroboré par des experts de l'ONU et les pays occidentaux, Kigali s'en défend. Il s'agit de parvenir à des décisions qui améliorent la situation sécuritaire et faciliteront le rétablissement de la paix dans l'est de la RDC », a déclaré sur Twitter l'actuel président de l'EAC, le président burundais Évariste Ndayishimiye. Les présidents burundais et congolais, participent au sommet les chefs d'État rwandais Paul Kagame, Konyan William Rutaganda ougandais Yoweri Museveni et tanzanienne Samia Suluhu Hassan. Cette rencontre est convoquée alors qu'une vive tension persiste entre la RDC et le Rwanda, et se tient peu après la visite du pape François à Kinshasa, où il a condamné les « cruelles atrocités » perpétrées dans l'est de la RDC. De nombreux groupes armés y sont visés depuis des décennies, dont beaucoup sont un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990-2000. « Clarification urgente » Pour lutter contre ces groupes, l'EAC a créé en 2022 une force régionale devant composer de militaires konyans, arrivés à Goma à partir de novembre, ougandais, burundais et sud-soudanais. Le mini-sommet régional le 23 novembre à Luanda lui a confié la mission de « faire usage de la force » contre les rebelles du M23 qui refusaient de se retirer des zones occupées, ce qu'elle n'a pas encore fait. À Bujumbura, le président Tshisekedi a clarifié le mandat de la force régionale », a déclaré samedi la présidence congolaise. « La demande de Kinshasa, que la force ne comprend pas de troupes rwandaises, mais quelques officiers rwandais étaient toutefois présents à son quartier général de Goma. Fin janvier, Kinshasa a fait savoir que ces officiers avaient été « enjoins de quitter le sol congolais pour des raisons sécuritaires ». Dans une lettre au ministre congolais des Affaires étrangères, le secrétariat général de l'EAC a demandé « une clarification urgente » sur cette décision. Cette semaine encore, durant la visite du pape François à Kinshasa, Félix Tshisekedi a réitéré ses accusations contre Kigali. « Outre des groupes armés, des puissances étrangères avides des minerais contenus dans notre sous-sol commettent, avec l'appui direct et l'aide de notre voisin le Rwanda, de cruelles atrocités », a-t-il déclaré. Rapprochement rwando-burundais Dans une déclaration avant le sommet, William Ruto a demandé que les riches ressources minières de RDC, à l'origine des nombreux conflits en cours, soient protégées. « Le moment est venu depuis longtemps pour la communauté internationale d'auditer et de maintenir la plus grande vigilance les chaînes d'approvisionnement industrielles et de s'assurer que la production et la consommation mondiales respectent la souveraineté congolaise en matière de ressources et ne profitent pas des conflits et des souffrances humaines », a-t-il déclaré. Un début de rapprochement rwando-burundais se noue par ailleurs en marge du sommet : c'est la première visite de Paul Kagame au Burundi depuis 2013. Les deux pays avaient jusqu'alors des relations tendues. Le Burundi a notamment accusé le Rwanda d'abriter les responsables d'un coup d'État en 2015. En 2020, Paul Kagame avait exhorté son homologue évariste Ndayishimiye, élu depuis peu, à normaliser les relations diplomatiques, mais cette demande avait alors été rejetée, qualifiée de « hypocrite ».